

# Newsletter des grands-parents européens pour le climat

Numéro 3 – Mai 2023



## **Grands-parents européens pour le climat : nous devons à tous les enfants une planète Terre aussi merveilleuse que celle dont nous avons bénéficié !**

Dans plusieurs pays du monde, des seniors ont créé ou rejoint des organisations qui agissent sur les questions de changement climatique afin de tenter d'influencer les politiques locales, régionales et nationales.

Ici, en Europe, le Green Deal européen est la concrétisation de ces ambitions au niveau de l'Union européenne (UE). C'est pourquoi plusieurs organisations européennes de Grands-parents pour le Climat ont décidé de créer un réseau de coopération axé sur la mise en œuvre du Green Deal dans le but d'échanger des informations, des connaissances et des stratégies tout en soutenant des actions à travers l'Europe.

Auto-organisés et politiquement indépendants, nous sommes liés à de nombreuses organisations pro-climat dans nos pays d'origine.

## **Ce qui se passe en Europe aujourd'hui**

### **Déclaration d'Ostende**

La Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et le Royaume-Uni ont signé la déclaration d'Ostende lors d'un sommet sur la mer du Nord qui s'est tenu sur la côte belge le 24 avril, s'engageant à porter leur capacité éolienne en mer à 300 GW d'ici à 2050. Il s'agit d'un doublement de l'engagement de 150 GW d'ici à 2050 pris lors du premier sommet de la mer du Nord l'année dernière au Danemark, mais le sommet de cette année a également doublé le nombre de participants. L'engagement de l'année dernière ne concernait que les quatre pays de l'UE riverains de la mer du Nord ; cette année, cinq pays supplémentaires ont été ajoutés. Les pays signataires de la déclaration d'Ostende ont également fixé un objectif intermédiaire de 120 GW de capacité éolienne en mer d'ici à la fin de la décennie. De nombreux accords bilatéraux ont été signés en marge de la conférence. Toutefois, lors de la conférence de presse finale, il est apparu clairement qu'un certain nombre de désaccords persistent entre les pays participants. En outre, au sein des pays, il subsiste d'importantes incohérences entre la promotion de la production d'énergie verte et le soutien continu au secteur des combustibles fossiles.

Voir la déclaration complète à l'adresse suivante :

<https://www.regjeringen.no/contentassets/78bfc87bb04044c0933002ad7dd6e0f1/erklaring-energiministere.pdf>

### **La Commission européenne agit contre le "green washing"**

Aujourd'hui, il est difficile pour les consommateurs de s'y retrouver parmi les nombreux labels relatifs à la performance environnementale des produits (biens et services) et des entreprises. Certaines déclarations environnementales ne sont pas fiables et la confiance des consommateurs à leur égard est extrêmement faible. Les consommateurs peuvent être induits en erreur et les entreprises peuvent donner une fausse impression de leur impact ou de leurs avantages environnementaux - une pratique connue sous le nom d'écoblanchiment. En proposant une nouvelle législation sur les allégations écologiques, l'Union européenne prend des mesures pour lutter contre l'écoblanchiment et protéger les consommateurs et l'environnement. Cela renforcera également la compétitivité des entreprises qui s'efforcent d'améliorer la durabilité environnementale de leurs produits et de leurs activités.

[https://environment.ec.europa.eu/publications/proposal-directive-green-claims\\_en](https://environment.ec.europa.eu/publications/proposal-directive-green-claims_en)


Pour en savoir plus sur l'environnement, consultez le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :


[https://environment.ec.europa.eu/index\\_en](https://environment.ec.europa.eu/index_en).

## Réchauffement climatique, inaction des gouvernements et tribunaux


Larry French, Grandparents pour le Climat CH

1. Plusieurs décisions de justice ont condamné les gouvernements nationaux pour leur inaction face au réchauffement climatique :


 Pays-Bas : le 24 juin 2015, le tribunal du district de La Haye a décrété que le gouvernement des Pays-Bas ne prenait pas les mesures adéquates pour protéger ses citoyens des émissions de gaz à effet de serre et a ordonné au gouvernement d'ordonner leur réduction à partir de 2020 d'au moins 25 % par rapport à 1990. Ce jugement a ensuite été confirmé par la Cour suprême des Pays-Bas.

 France : une alliance de quatre ONG luttant contre le réchauffement climatique, ayant recueilli 2,1 million de signatures sur leur pétition, a attaqué en justice le 14 mars 2019 le gouvernement français pour son inaction dans la lutte contre le réchauffement planétaire. Le 3 février 2021, le tribunal administratif de Paris a estimé que la nation était bien fautive.

 Allemagne : la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a déclaré que la loi fédérale sur la réduction des gaz à effet de serre était contraire aux droits humains fondamentaux car elle ne prévoyait pas de mesures adéquates à partir de 2031.

 Belgique : le 17 juin 2021, le tribunal de première instance de Bruxelles a décidé que la politique climatique du gouvernement fédéral belge, ainsi que celle des régions de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles étaient contraires au Code civil et à la Convention européenne des droits de l'homme.

(Source : Breaking the Glass, Reflections on Climate Emergency, Michel Stevens, p101, Verdict des juges)

 Suisse : 1. l'association Aînés pour la protection du climat, retoquée par le Conseil fédéral suisse, a manifesté à Strasbourg en 2020 devant le siège de la Cour européenne des droits de l'homme. Elles soutiennent que l'inaction des gouvernements face au réchauffement climatique, en mettant en danger la santé des aînés, constitue une violation de leurs droits humains. Dans un moment historique, la CEDH a entendu leur cause le 29 mars 2023 et a promis une décision avant la fin de l'année.

2. État d'urgence, désobéissance civile et justice. Un travail en cours :

« Innocents ! » a proclamé le juge Philippe Colelough le 13 janvier 2020, à l'issue d'une audience du tribunal de police de Lausanne. (24 Heures, Lausanne, 14 janvier 2020). Douze membres de Lausanne Action Climate ont été accusés d'intrusion et de désobéissance à un ordre de la police pour avoir joué une partie de tennis fictive à l'intérieur de la banque Crédit Suisse. Le juge Colelough a décidé que l'état d'urgence climatique justifiait cette violation du droit civil.

A la fin du mois de janvier 2023, les militants d'Action Climat attendent la décision de la Cour européenne des droits de l'homme sur l'appel qu'ils ont interjeté. Leur cas nous confronte à un dilemme existentiel : si les forces de l'ordre et les tribunaux sont aveugles à la réalité de l'urgence climatique, la désobéissance civile devient-elle la seule réponse viable ?

Postface : Les jeunes activistes climatiques suisses ont brièvement perturbé les activités d'une succursale du Crédit Suisse. Ils ont été sanctionnés par les tribunaux. Les banquiers irresponsables en quête de bonus, responsables de l'effondrement du Crédit Suisse, qui ont forcé le gouvernement suisse à renflouer la banque à hauteur de 200 milliards de francs suisses, n'ont pas à faire face à la justice. Une simple menace de certains parlementaires pour récupérer une partie de leurs bonus. Les banquiers criminels ont l'immunité en Suisse, les militants du climat non !

## Des actions terre à terre

### Quelques activités des GP climat finlandais qui pourraient intéresser leurs homologues européens.

Les GP climat de Finlande manifestent tous les vendredis sur les marches du Parlement, en même temps que les Fridays for Future. Les grands-parents ont leurs propres grandes bannières colorées avec le texte "Les grands-parents exigent une action climatique". Nos bannières sont affichées en finnois, suédois, anglais, allemand et, si le nombre le permet, en chinois et en russe. En outre, nous prévoyons d'en acheter d'autres en français et en espagnol. Les grands-parents finlandais pour le climat se sont rendus à Helsinki sur la place principale, où les partis politiques tenaient des stands d'information. Les grands-parents ont discuté avec les candidats députés et leur ont demandé de rejoindre le mouvement pour une transition juste vers un avenir sans combustibles fossiles. Les grands-parents portent des gilets jaunes avec le texte "Les grands-parents exigent une action climatique" et distribuent des bulletins aux candidats.

Après les élections parlementaires, lorsque le nouveau parlement a commencé ses sessions, GP climat finlandais ont envoyé un e-mail à tous les députés pour les inviter à venir discuter des questions climatiques sur les marches du Parlement le vendredi.

Les GPclimat de Finlande ont un club de littérature ouvert à tous qui discute de livres traitant du changement global. Les livres couvrent fiction à non-fiction, en passant par la poésie et les bandes dessinées pour enfants. Le club se réunit tous les mois par vidéoconférence en ligne.



### Une marche de Genève à Berne (CH)

Aujourd'hui en Suisse, les femmes sont à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique.

Le 29 mars 2023, la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg a accueilli les Aînées pour la protection du climat, une association de femmes âgées de 64 ans et plus, qui portent plainte contre la Confédération suisse en raison de l'insuffisance des mesures prises par la Confédération pour protéger la population des effets néfastes du changement climatique.



Indépendamment, l'avocate Irene Wettstein, brillante défenseuse des activistes climatiques accusés de désobéissance civile, a créé une initiative remarquable. Convaincue elle aussi que la Suisse, malgré ses engagements pris lors de la COP 21, n'en fait pas assez dans la lutte contre le changement climatique, elle est à l'origine de la Marche bleue en signe de protestation. Avec Julia Steinberger, experte du GIEC et professeure à l'Université de Lausanne, Valérie D'Acremont, infectiologue, également professeure à l'Université de Lausanne, et Bastienne Joerchel, coprésident de SWISSAID, une association active dans la coopération au développement, elle a organisé une marche de 224 km en 22 jours, de Genève à Berne, afin de délivrer un message aux autorités fédérales exigeant que la Suisse respecte ses engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris.

Irene Wettstein explique. "Avec la Marche bleue, nous voulons sortir de l'impasse, montrer qu'il existe des solutions - malgré l'éco-anxiété ambiante - et faire en sorte que la question climatique devienne enfin une priorité politique. Sortir des énergies fossiles, changer nos modes de consommation et de transport, isoler les bâtiments, etc. sont des mesures à prendre d'urgence."

Partie de Genève le 1er avril, la marche s'est achevée le 22 avril, soit précisément sept ans après la signature officielle de l'accord de la COP 21 au siège des Nations unies à New York.

Le projet a été baptisé "Marche bleue" en hommage à notre belle planète bleue.



## Avec Omas (pour l'avenir) dans l'avenir – Succès de la ZUKUNFTSTAGE le 22 avril 2023 en Allemagne et en Autriche

Katja Mannteufel, Omas pour l'avenir, Allemagne



ZUKUNFTSTAGE le 22 avril 2023 en Allemagne et en Autriche. Quel est le rapport entre l'avenir et les mamies ? Ce qui, à première vue, semble être une contradiction est vite devenu clair pour les visiteurs des Journées du Futur qui se tenaient le 22 avril en Allemagne et en Autriche : Les Omas pour l'avenir savent comment l'avenir peut être durable, sans impact sur le climat, plus vert et plus sain. Pour le prouver, ils ont fait des manifestations ce jour-là, connu sous le nom de "Journée de la Terre", à Bad Kreuznach, Berlin, Böblingen, Bretten et Ettlingen ainsi qu'à Filderstadt, Gauting, Leipzig, Regensburg et même dans la de Leibniz en Autriche.

L'objectif des Omas pour l'avenir, qui sont actives dans toute l'Allemagne, l'Autriche et les Pays-Bas, n'était et n'est pas tant d'encourager les gens à se priver que de les éduquer et de les faire parler entre eux. Et cela a très bien fonctionné lors des Journées du futur : que ce soit à Berlin, où les Omas pour l'avenir étaient invités dans le laboratoire du journal taz, ou à Leipzig lors de la plus grande Journée du futur avec la première Forêt du futur d'Allemagne composée d'une centaine d'arbres du futur, de 10 000 rubans climatiques, de nombreux ateliers, de concours et d'un total d'environ 5 000 acteurs et visiteurs.

En outre, Bad Kreuznach a attiré l'attention sur le changement climatique, ses conséquences et les solutions possibles, avec une conférence sur le climat, Fribourg-en-Brigau avec des tables tournantes, Bretten avec une impressionnante poutre climatique ou Gauting, par exemple, avec le célèbre quiz "Omas pour l'avenir". Cordula Weimann, fondatrice de l'association Omas pour l'avenir de Leipzig, est satisfaite : "Les réactions à nos journées du futur ont été excellentes. Cela montre que les gens veulent prendre en main le changement et les questions de durabilité et de neutralité climatique. Pour nos enfants et petits-enfants - et un avenir encore plus vivable !"

Pour plus d'informations sur les Journées de l'avenir en Allemagne et en Autriche : <https://omasforfuture.de/standort/> et [www.leipziger-zukunftstag.de](http://www.leipziger-zukunftstag.de) Pictures pour les Journées du Futur : <https://we.tl/t-igoC7b0E6q>

### Contexte

Omas for the Future a été fondé à Leipzig en 2019 et comprend actuellement 70 groupes régionaux en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas. En Allemagne, 56 % des personnes appartiennent à la génération des 50 ans et plus. En tant que partie importante de la société, nous voulons être actifs. Nous voulons sensibiliser les gens au fait que l'avenir de nos enfants et petits-enfants est réellement menacé par le changement climatique. Nous voulons montrer que chacun peut jouer un rôle actif dans l'édification d'une société respectueuse du climat. À cette fin, nous fournissons des informations compréhensibles dans des formats interactifs et proposons des solutions concrètes sur la manière dont chacun peut contribuer à la vie quotidienne par de petits changements de comportement. Pour plus d'informations : <https://omasforfuture.de>



### Le gouvernement néerlandais a annoncé qu'il allouerait 28 milliards d'euros supplémentaires à des mesures climatiques.

Le gouvernement néerlandais a annoncé qu'il allait allouer 28 milliards d'euros supplémentaires à des mesures climatiques. Sur son site web, l'association Dutch Grandparents for Climate a publié quelques points forts et les premiers commentaires sur l'annonce. Il semble que les nouvelles mesures soient essentiellement destinées à subventionner la transition vers la durabilité dans des domaines tels que la production d'électricité, la limitation des émissions industrielles, la rénovation et la construction de bâtiments et la mobilité. Le gouvernement mentionne à peine les mesures fiscales et reste vague sur le secteur agricole, qui fait encore l'objet de discussions. Les organisations de défense de l'environnement et de la mobilité sont modérément positives à l'égard du nouveau budget, mais elles considèrent comme une occasion manquée le fait que le gouvernement ne fait pas grand-chose de plus pour la mobilité sans énergie fossile.